

Le Président

P/VB/RP/LCD-11-58
Paris, le 8 avril 2011

Chers collègues,

Vous m'avez fait parvenir des motions, votées par vos conseils d'UFR, relatives aux nouveaux bâtiments en cours de construction dans le cadre de la deuxième phase de développement du campus Paris Rive Gauche. Bien que j'aie déjà répondu à ces questions dans le cadre de réunions publiques, je prends à nouveau le soin de vous écrire pour dissiper des inquiétudes qui semblent persister chez quelques personnes. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir diffuser cette réponse dans vos composantes, la redondance en termes de communication n'étant pas forcément inutile dans ce cas précis.

- Aucune modification n'a été apportée au cahier des charges du bâtiment M6A1, pas plus que pour les autres bâtiments.
- Le contrat de partenariat n'est pas public, il est soumis au secret en matière industrielle et commerciale. Il n'est donc pas diffusable à tous et n'est que partiellement communicable.
- Les bâtiments M5B2 et M6A1 sont organisés comme les autres bâtiments universitaires, qui mélangent des activités d'enseignement et des activités de recherche. Les premiers étages peuvent recevoir du « public », les étages supérieurs sont en effet des zones classées « code du travail ». Mais je tiens ici à vous rassurer : la réglementation, certes complexe, n'empêchera nullement les utilisateurs de se rendre à la bibliothèque, ni les enseignants ou les personnels administratifs de recevoir des étudiants dans leurs bureaux, ni même l'organisation de séminaires ou autres réunions.
- Les bâtiments sont bien évidemment accessibles aux personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, je vous confirme à nouveau que les interrogations diffusées dans la presse concernant la sécurité des bâtiments ont fait l'objet d'une expertise par un cabinet spécialisé. Cette expertise a conclu qu'il n'y avait aucun problème de sécurité dans ces constructions. De plus, nous avons demandé à la section Hygiène et Sécurité de l'Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur de procéder à une visite préalable des bâtiments avant leur livraison. Enfin, la commission départementale de sécurité ne statuera définitivement sur les constructions qu'après avoir examiné le rapport du bureau de contrôle attestant la conformité aux directives techniques en vigueur. Il n'y a donc pas de craintes à avoir pour la sécurité des personnels et des étudiants.

S'il est permis toutefois de douter de tout (ce n'est pas dans un établissement de recherche comme le nôtre que je cesserai de faire l'éloge du doute !), et donc de douter des conclusions des cabinets d'experts, il doit être en revanche aussi possible de douter des affirmations apparues ici ou là dans la presse et auxquelles vous faites référence dans vos motions, affirmations suscitées par des intentions et des intérêts peut-être très éloignés de la sécurité des personnels et des étudiants.

Vincent Berger

Tel +33 (0) 1 57 27 55 10
Fax +33 (0) 1 57 27 55 11
secretariat.president@univ-paris-diderot.fr
www.univ-paris-diderot.fr

Adresse postale :
Présidence
Grands Moulins
75205 Paris Cedex 13

40
ANS
1971-2011
Université Paris Diderot

